

## Fin de la visite au Burundi du Secrétaire général des Nations unies

@rib News, 23/02/2016 â€“ Source AFP Le président burundais Pierre Nkurunziza s'est engagé à ouvrir un "dialogue inclusif" avec l'opposition, a indiqué le secrétaire général des Nations unies Ban Ki-moon à l'issue de leur rencontre mardi à Bujumbura, où ont explosé dans la nuit et le matin de nouvelles grenades. Cette annonce, qui comprend encore des zones d'ombre, s'inscrit dans une série de mesures prises ces derniers jours par le gouvernement burundais - levée de mandats d'arrêts internationaux, autorisation de rémettre pour deux radios - interprétées mardi par le secrétaire général de l'ONU comme des "gestes de bonne volonté". [Photo : Ban Ki-moon a quitté Bujumbura mardi en fin de matinée.]

Des responsables politiques de l'opposition et du parti au pouvoir "ont promis de s'engager dans un dialogue inclusif. C'est ce que le président Nkurunziza a également confirmé, qu'il allait s'engager dans un dialogue politique", a déclaré M. Ban à l'issue de son entretien avec M. Nkurunziza. "Les responsables politiques burundais doivent être prêts à rassembler le courage et la confiance qui aboutiront à un processus politique crédible", a ajouté le secrétaire général de l'ONU. Lundi soir, ce dernier avait réuni à la même table les rares responsables de partis politiques d'opposition à ne pas être partis en exil et ceux du parti au pouvoir, le CNDD-FDD. "Rien ne les empêche de continuer sur cette voie", a estimé M. Ban mardi. La question demeure toutefois de savoir qui sera invité à participer à ce dialogue politique. Sur ce point, crucial, le président Nkurunziza a précisé: "Ce dialogue concerne tous les Burundais à l'exception de ceux qui sont engagés dans des actes de déstabilisation". - 'Le pays est en crise' - Le gouvernement burundais a donné quelques gages d'ouverture ces derniers jours à l'approche de la visite de Ban Ki-moon puis de celle, jeudi et vendredi, de chefs d'États africains d'opinion par l'Union africaine. Mardi, la présidence a ainsi annoncé la remise en liberté imminente de 2.000 détenus, sans toutefois préciser s'il s'agissait de personnes arrêtées en lien avec la crise ou non. La justice burundaise a également révoqué des mandats d'arrêts internationaux contre plusieurs personnalités dont plusieurs leaders de l'opposition en exil. Enfin, Bujumbura a accordé vendredi à deux radios privées le droit de rémettre. Reporters sans Frontières a "pris acte" mardi de cette décision, tout en s'inquiétant de "l'acte d'engagement" que les directeurs de ces médias ont dû signer en échange de la permission de rémettre. Ce document leur enjoint de fournir une information "qui ne porte pas atteinte à la sécurité du pays". La visite du secrétaire général de l'ONU a été marquée par de nouvelles violences: dix grenades ont explosé dans la nuit de lundi à mardi dans plusieurs quartiers de Bujumbura, "faisant une dizaine de blessés", selon un haut gradé de la police ayant requis l'anonymat. Deux autres grenades ont explosé mardi matin dans le quartier de Ngagara (nord de la capitale), à peu près au moment où M. Ban et Nkurunziza se rencontraient, selon des témoins et des journalistes. Aucun bilan n'était encore disponible. Le pays est plongé dans une profonde crise politique depuis la candidature fin avril 2015 du président Pierre Nkurunziza à un troisième mandat, et sa réélection en juillet. L'opposition, la société civile et une partie de son camp jugent ce troisième mandat contraire à la Constitution et à l'Accord d'Arusha, qui avait mis fin à la guerre civile (1993-2006). Les autorités burundaises ont déjoué un coup d'État militaire en mai et ont brutalement réprimé six semaines de manifestations à Bujumbura, mais elles n'ont pu enrayer l'intensification des violences - désormais armées - et l'organisation de mouvements rebelles embryonnaires destinés à chasser M. Nkurunziza. Les violences ont déjà fait plus de 400 morts et poussé plus de 240.000 personnes à quitter le pays, parmi lesquels de nombreux opposants, militants associatifs et journalistes, selon l'ONU. "Je me trouve au Burundi au moment où le pays est en crise (...). Nous ne pouvons nous permettre de le voir sombrer", a rappelé le secrétaire général de l'ONU. Le secrétaire général de l'ONU, dont c'était la première visite au Burundi depuis 2010, a quitté Bujumbura en fin de matinée pour se rendre en République démocratique du Congo voisine. Il devait ensuite aller au Soudan du Sud.